

Etat d'avancement du projet PBF/BDI/A-8

Entités des NU chargées de mise en œuvre : PNUD		Domaine Prioritaire : Réintégration
Ministère de tutelle : Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre		
Titre du Projet	Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke	
Couverture géographique	Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke	
Budget approuvé	1,787, 553 US\$	
Décision de transfert de fonds par NY	21 Mai 2009	
Date de démarrage : 02/10/2009	Date prévue pour la clôture du projet : 31.12.2010	
Retard par rapport à la date de clôture initiale : pas de retard	Au regard de l'état d'avancement actuel et de la période de trois mois qui reste, les engagements de tous les budgets seront faits avant la date prévue pour la clôture. A travers son programme de réintégration et relèvement communautaire, le PNUD s'engage à superviser les activités qui ne seront pas achevées avant la date du 31 décembre 2010 fixée pour la clôture du projet.	

Réalisations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

<u>Résultat 1</u> : Les populations affectées par les crises sont réintégrées de manière pacifique dans leurs communautés d'origine et/ou d'accueil	
Activités prévues	Principales réalisations
<ul style="list-style-type: none"> Réhabilitation des pistes de désenclavement avec l'approche HIMO par les jeunes (1800 x 3mois x 40\$) Reboiser en projet HIMO (600 jeunes x 3mois x 40\$) Réhabiliter 6 infrastructures sociales de base (centres de santé, écoles, adductions d'eau). Réaliser des campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en relation directe avec les activités de réhabilitation des infrastructures socio communautaires. Auto-construction de 500 maisons 	<ul style="list-style-type: none"> Dans les 11 communes des provinces Bubanza et Cibitoke, 267 km de piste ont été réhabilités avec la participation de 4,480 personnes composées d'adultes associés et de vulnérables membres des communautés d'accueil dont 945 femmes. 600 jeunes identifiés de façon participative et en respect des critères objectivement adoptés (70 % de rapatriés-déplacés-ex-combattants et de 30 % de vulnérables membres des communautés d'accueil dont 40% de femmes) ont démarré les travaux de reboisement de 405 hectares dans 9 communes couvertes par le projet. 7 écoles, 1 centre de santé et 1 adduction d'eau ont été identifiés de façon participative. Les dossiers techniques (Cahiers des Clauses Techniques Particulières, Plans, Devis) composant les dossiers d'appel d'offres ont été élaborés pour l'ensemble des infrastructures. Le rapport d'étude de faisabilité pour les travaux d'adduction d'eau potable, qui va desservir un centre de santé, 2 écoles primaires, un marché et le chef-lieu de la Commune Bugarama en province de Bujumbura rural, a été produit par un consultant. La planification de cette activité est liée à l'avancement des travaux de réhabilitation/reconstruction des infrastructures retenues. Elle sera menée parallèlement à l'exécution de ces travaux, au cours du prochain du trimestre. 183 ménages additionnels ont été sélectionnés selon les critères approuvés par le Comité Technique de Suivi, arrêtant ainsi le nombre définitif des bénéficiaires de cet appui à 331 ménages. Les ménages conduits par les femmes vulnérables ont été prioritaires. Les activités ont déjà démarré pour 265 maisons ; dont 155 sur 42 collines de retour des déplacés, réparties dans 7 communes, et 110 maisons dans 2 villages ruraux intégrés installés dans 2 communes.

Résultat 2 : Les mécanismes de dialogue, de prévention et résolution des conflits sont renforcés, et le climat de confiance entre les populations et les autorités est rétabli.

Activités prévues	Principales réalisations
<ul style="list-style-type: none"> • Atelier sur la résolution pacifique des conflits et la coexistence pacifique. • Conception et diffusion de pièces de théâtre et Concours de dessins et de poèmes sur des thèmes liés à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale dans les écoles. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'activité est reportée au prochain trimestre suite au retard enregistré à cause de différents scrutins électoraux. • L'activité est reportée au prochain trimestre puisque l'ouverture de l'année scolaire a commencé en septembre 2010.

Résultat 3 : Les populations affectées par les conflits ont accès à des moyens de subsistance durables

Activités prévues	Principales réalisations
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de 3 rencontres d'échange entre les entrepreneurs et les populations cibles du projet • Financement des AGRs et en entrepreneuriat local (nouveaux et déjà existants) • Promotion de l'accès aux intrants agricoles • Développement de techniques de transformation et de conservation des produits agricoles pour les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités HIMO ont renforcé l'impact du résultat 3 grâce à l'injection d'un montant de 1,549,782,000 FBu sous forme de salaire. En plus, 116 associations de plus ou moins 20 personnes ont été créées et les membres sont sensibilisés pour contribuer avec une partie de leur épargne sur les salaires en vue de préparer leur réintégration durable. Grâce aux ressources additionnelles mobilisées par le PNUD, un appui équivalent à 3 fois le montant de leur contribution sera accordé à chaque association pour développer une activité génératrice de revenu. • L'activité est reportée au prochain trimestre suite au retard enregistré à cause de différents scrutins électoraux. • En partenariat avec la FAO, 350 personnes (rapatriés, déplacés et ex-combattants) ont été sélectionnées pour être bénéficiaires du sous-projet de renforcement de la filière du conditionnement et de la transformation du poisson de Lac au Burundi et appui à sa commercialisation. • Le profil socioéconomique établi sur 2,047 chefs de ménages a permis d'identifier les principales occupations des groupes cibles (agriculture, maçonnerie, coiffure, menuiserie, plomberie, taxi-vélo). Une dizaine d'associations déjà existantes, œuvrant dans les secteurs porteurs, ont été identifiées et appuyées dans l'élaboration des microprojets qui sont en cours d'analyse. • 150 ménages choisis parmi les déplacés qui se sont prononcés pour le retour volontaire dans leurs propriétés d'origine, ont été sélectionnés comme bénéficiaires. Les ménages en possession d'un terrain cultivable d'une superficie d'au moins 10 ares recevront un kit standard composé de semences de haricot, manioc, maïs, des semences fruitières et maraichères, du matériel aratoire, des engrais chimiques ainsi qu'1 chèvre et 1 bouc. Ceux ne disposant pas de la superficie requise, recevront un petit cheptel composé d' 1 chèvre, 1 bouc, 1 porcin, des aliments concentrés pour les animaux reçus ainsi que des vermifuges. • Une étude sur les modèles d'unités et équipements à installer au niveau des villages ruraux intégrés et des sites des déplacés considérés comme des villages définitifs de réinstallation, en fonction des produits potentiels à transformer et/ou conserver selon les régions spécifiques, est en cours.

Résultat 4 : Les capacités nationales en matière de politique, planification, coordination et suivi du processus de réintégration sont renforcées.

Activités prévues	Principales réalisations
<ul style="list-style-type: none">Appuyer le MSNRRRS pour le développement d'un programme national de réintégration et de relèvement communautaire	<ul style="list-style-type: none">Le plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration socioéconomique des populations affectées par le conflit (SNRSE) a été élaboré au courant des mois de juin et juillet 2010 et validé en août 2010.La distribution des 2,000 exemplaires de la SNRSE s'est poursuivie au cours du trimestre sous-revue, en vue d'en assurer une large diffusion.Une évaluation des besoins en renforcement des capacités des acteurs locaux concernés par la mise en œuvre des différentes activités a été organisée. Il était aussi question d'évaluer le pas déjà franchi dans la mise en application des mesures de pérennisation qui ont été identifiées au démarrage du projet, par les différentes parties concernées.

Taux d'exécution budgétaire : 73.60%

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats :

- L'approche participative et inclusive développée avec implication effective de l'administration, des responsables sectoriels, des structures communautaires/CCDC et des associations locales, a rétabli la confiance entre les populations et les autorités. Cela se traduit par la volonté affichée par un grand nombre de déplacés encore sur sites à vouloir regagner leurs communautés d'origine. Cela constitue un facteur important de la promotion de la cohésion sociale et de la réconciliation. La modalité « GRANTS » responsabilisant les communes et les acteurs locaux pour la mise en œuvre de la plupart d'activités renforce les capacités de ces derniers et garantit l'appropriation et la pérennisation des acquis du projet.
- Les développements actuels autour de la stratégie nationale de réintégration socioéconomique des populations affectées par les conflits, et le démarrage, du volet « Réintégration durable », confirment l'effet catalytique du projet d'appui aux personnes affectées par les crises. Les acquis du projet seront renforcés par le programme national de réintégration et de relèvement communautaire.

Les contraintes majeures :

- Les élections qui viennent de se dérouler dans tout le pays de mai à septembre 2010 n'ont pas permis de réaliser certaines activités planifiées.
- Comme pour le reboisement qui doit suivre l'année sylvicole correspondant à une période spécifique de l'année, la planification de la fourniture des intrants agricoles, également liée aux saisons culturelles, a dû être reportée.
- Le coût élevé de l'auto construction des maisons n'a pas permis d'atteindre l'objectif de 500 maisons prévues dans le PRODOC, seulement 331 maisons seront achevées.

Prochaines étapes :

- Animer les ateliers sur la résolution pacifique des conflits et la coexistence pacifique.
- Conception et diffusion de pièces de théâtre et concours de dessins et de poèmes sur des thèmes liés à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale (dans les écoles)
- Superviser les travaux de réhabilitation/construction des infrastructures sociocommunautaires retenues (7 écoles ; 1 centre de santé, 1 adduction d'eau).
- Réaliser les campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en relation directe avec les activités de réhabilitation/construction des infrastructures socio communautaires.
- Poursuivre la mise en place des appuis en rapport avec l'auto-construction/construction des maisons.
- Poursuite des travaux HIMO autour du reboisement de 405 hectares, employant 600 jeunes.
- Financer les initiatives visant l'entrepreneuriat économique local.
- Mettre en place/fournir les intrants agricoles et non-agricoles.
- Développer les techniques de transformation et de conservation des produits ruraux.
- Clôture opérationnelle du projet
- Rapport annuel
- Rapport de fin de projet